

La paix et le socialisme¹

Citoyens, je suis heureux d'être ici, comme délégué du groupe socialiste du Parlement français, pour affirmer avec vous la solidarité, l'unité du prolétariat français et du prolétariat allemand, leur commune et ferme volonté d'assurer la paix, de conquérir la paix par l'organisation et l'émancipation de tous les travailleurs. Je me réjouis aussi qu'en ce moment même il y ait une détente dans les relations gouvernementales de la France et de l'Allemagne, et que le conflit marocain soit en voie de solution. Jusqu'à quel point ce conflit a-t-il menacé la paix ? Et les deux peuples ont-ils vraiment couru le risque monstrueux d'être jetés l'un sur l'autre ? On ne peut le dire avec précision : car une des beautés de la diplomatie, c'est qu'on ne peut jamais savoir avec certitude à quel point elle met en péril les peuples qu'elle a mission de sauver. Le chancelier de l'Empire allemand a dit à un grand journal français qu'il était heureux qu'on fût sorti enfin d'une situation avait été « tendue et périlleuse ». Ce sont là des paroles graves. Des sceptiques insinuent, il est vrai, qu'il y a eu comme un *bluff* des deux gouvernements, qui a été pris trop au sérieux par les peuples. Les diplomates cherchaient, dit-on, à se tâter ; elles essayaient l'une sur l'autre la puissance magnétique de leurs attitudes et de leurs regards. Je ne sais s'il y a eu, dans le conflit, cette part de jeu et de parade. Ce serai, en tout cas, un jeu plein de péril ; Quand deux mécaniciens lancent leur trains l'un contre l'autre sur la même voie et qu'on ne sait rien d'ailleurs de leurs intentions, on a beau dire qu'ils ne veulent qu'éprouver réciproquement la solidité de leurs nerfs, nul ne peut savoir comment les choses tourneront. Il se peut qu'un des mécaniciens au moins perde la tête. Il se peut qu'entraînés par la parade, ils lancent si bien leurs machines qu'ils ne puissent plus les arrêter à temps, et que la collision se produise. Si c'est un jeu, les voyageurs aimeraient mieux autre chose. Cette fois, le heurt a pu être évité : les deux mécaniciens se font des politesses : on s'apprête même à orner de fleurs les locomotives et à les atteler toutes deux à l'interminable train de la conférence internationale. C'est bien ; mais cette alerte redoutable, survenue subitement en pleine tranquillité, en pleine sécurité, rappelle aux peuples et aux prolétaires combien la paix est fragile et précaire dans la société d'aujourd'hui avec les gouvernements d'aujourd'hui. Elle rappelle à toute la classe ouvrière d'Europe, à toute la classe ouvrière du monde son devoir d'union internationale, de vigilance internationale. Il ne faut pas que le prolétariat international soit un mot magnifique et vain. Il ne faut pas qu'il soit une force intermittente et superficielle, se manifestant à intervalles par ses congrès internationaux ou par les circulaires du Bureau socialiste international. Il faut qu'il soit une force constante, toujours avvertie, toujours éveillée, toujours en état de contrôler les événements à leur naissance, de surveiller dans leur germe les premiers conflits qui, en se développant, pourraient produire la guerre.

Et il n'y a dans ces paroles, croyez-le bien, aucune fanfaronnade socialiste. Nous ne sommes pas réunis pour échanger des illusions. Nous savons très bien, les uns et les autres, qu'il y a dans le monde capitaliste des forces formidables de conflit, d'anarchie violente, d'antagonismes exaspérés que le prolétariat universel, au degré insuffisant d'organisation et de puissance politique où il est parvenu, ne peut se flatter encore de maîtriser avec certitude. La concurrence économique de peuple à peuple et d'individu à individu, l'appétit du gain, le besoin d'ouvrir à tout prix, même à coups de canon, des débouchés nouveaux pour dégager la production capitaliste, encombrée et comme étouffée sous son propre désordre, tout cela entretient l'humanité d'aujourd'hui à l'état de guerre permanente et latente ; ce qu'on appelle la guerre n'est que l'explosion de ce feu souterrain qui circule dans toutes les veines de la planète et qui est la fièvre chronique et profonde de toute vie. Il faut bien chercher des clientèles lointaines, des clientèles exotiques et serviles, puisque tout le système, en retirant aux ouvriers une large part du produit de leur travail, restreint la libre consommation nationale. Oui, nous savons cela, et nous savons aussi que la force ouvrière n'est pas encore assez organisée, assez consciente, assez efficace, pour refouler et neutraliser ces forces mauvaises. Ou bien le prolétariat, séduit par une fausse apparence de grandeur nationale, et corrompu par une part dérisoire du butin capitaliste et colonial, ne s'oppose que mollement aux entreprises de la force. Ou bien les classes dirigeantes embrouillent si habilement la querelle née de l'antagonisme économique que les prolétaires n'en démêlent point l'origine. Ou bien, quand leur conscience est mieux avvertie, ils ne disposent pas d'une action suffisante sur le mécanisme politique et gouvernemental, et leur opposition est submergée par tous les éléments flottants et inorganisés que le capitalisme met en mouvement aux heures de crise. Ou encore, les travailleurs socialistes de chaque nation, trop séparés encore les uns des autres, s'ignorant les uns les autres, désespèrent de l'utilité d'une action qui, pour être efficace, devrait être internationale ; et n'étant pas sûrs d'être soutenus de l'autre côté des frontières, ils s'abandonnent tristement à la fatalité. Oui, la protestation de la classe ouvrière ne suffit pas encore à dissiper tous les orages. La voix du prolétariat universel, qui commence à s'élever pourtant vibrante et forte au-dessus des nations agitées par une éternelle rumeur d'inquiétude et de guerre, ne peut pas répéter tout ce que dit la cloche de Schiller. Elle peut bien dire : *Vivos voco, mortuos plango*, j'appelle les vivants, et je pleure sur les morts. Elle ne peut pas dire encore : *Fulgura frango*, je brise la foudre. Il nous reste encore une œuvre immense d'éducation et d'organisation à accomplir. Mais, malgré tout, dès maintenant, il est permis d'espérer, il est permis d'agir. Ni optimisme aveugle ni pessimisme paralysant. Il y a un commencement d'organisation ouvrière et socialiste, il y a un commencement de conscience internationale. Dès maintenant, si nous le voulons bien, nous pouvons réagir contre les fatalités de guerre que contient le régime capitaliste. Marx, quand il parle des premières lois anglaises qui ont réglementé la durée du travail, dit que c'est le premier réflexe conscient de la classe ouvrière contre l'oppression du capital. La guerre est, comme l'exploitation directe du travail ouvrier, une des formes du capitalisme, et le prolétariat peut engager une lutte systématique et efficace contre la guerre, comme il a entrepris une lutte systématique et efficace contre l'exploitation de la force ouvrière. Pas plus qu'il n'y a une

¹ Source : *L'Humanité*, 9 juillet 1905.

loi d'airain du salaire qu'aucune action prolétarienne ne pourrait assouplir, pas plus qu'il n'y a un mètre d'airain de la journée ouvrière qu'aucune action prolétarienne ne pourrait réduire, il n'y a une loi d'airain de la guerre qu'aucune action prolétarienne ne pourrait fléchir. Le monde présent est ambigu et mêlé. Il n'y a en lui aucune fatalité, aucune certitude. Ni le prolétariat n'est assez fort pour qu'il y ait certitude de paix, ni il n'est assez faible pour qu'il y ait fatalité de guerre. Dans cette indécision des choses et cet équilibre instable des forces, l'action humaine peut beaucoup. La formidable part d'inconnu n'est pas redoutable seulement pour nous, socialistes. Elle l'est aussi pour ceux qui déchaîneraient témérairement des guerres dont nul aujourd'hui ne peut prévoir les conséquences politiques et sociales et les contre-coups intérieurs.

Donc, nous pouvons agir dès aujourd'hui, à quelque degré, sur la marche des événements, et comme nul ne peut déterminer d'avance le degré d'efficacité de notre action, nous devons donner tout notre effort comme si elle était en effet assurée du succès.

* * *

Et qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée. Nous n'avons pas, nous, socialistes, la peur de la guerre. Si elle éclate, nous saurons regarder les événements en face, pour les faire tourner de notre mieux à l'indépendance des nations, à la liberté des peuples, à l'affranchissement des prolétaires. Si nous avons horreur de la guerre, ce n'est point par une sentimentalité débile et énervée. Le révolutionnaire se résigne aux souffrances des hommes, quand elles sont la condition nécessaire d'un grand progrès humain, quand, par elles, les opprimés et les exploités se relèvent et se libèrent. Mais maintenant, mais dans l'Europe d'aujourd'hui, ce n'est pas par les voies de la guerre internationale que l'œuvre de la liberté et de justice s'accomplira et que les griefs de peuple à peuple seront redressés. Certes, depuis cent cinquante ans, bien des violences internationales ont été commises en Europe, dont les meurtrissures subsistent encore en des millions de consciences, dont les conséquences pèsent lourdement sur l'Europe et sur le monde. Mais c'est par la croissance de la démocratie et du socialisme, et par là seulement, que ces souffrances seront apaisées, que ces problèmes douloureux seront résolus. La démocratie fait du consentement des personnes humaines la règle du droit national et international. Le socialisme veut organiser la collectivité humaine mais ce n'est pas une organisation de contrainte et sous la loi générale de justice et d'harmonie qui préviendra toute tentative d'exploitation, il laissera aux nations la libre disposition d'elles-mêmes dans l'humanité, comme aux individus la libre disposition d'eux-mêmes dans la nation. Or, dans la paix, la croissance de la démocratie et du socialisme est certaine.

D'une guerre européenne peut jaillir la révolution, et les classes dirigeantes feront bien d'y songer ; mais il en peut sortir aussi, pour une longue période, des crises de contre-révolution, de réaction furieuse, de nationalisme exaspéré, de dictature étouffante, de militarisme monstrueux, une longue chaîne de violences rétrogrades et de haines basses, de représailles et de servitudes, Et nous, nous ne voulons pas jouer à ce jeu de hasard barbare, nous ne voulons pas exposer, sur ce coup de dé sanglant, la certitude d'émancipation progressive des prolétaires, la certitude de juste autonomie que réserve à tous les peuples, à tous les fragments de peuples, au-dessus des partages et des démembrements, la pleine victoire de la démocratie socialiste européenne.

C'est pourquoi, nous socialistes français, sans qu'aucune personne humaine puisse nous accuser d'abaisser le droit, nous répudions à fond, aujourd'hui et à jamais, et quelles que puissent être les conjectures de la fortune changeante, toute pensée de revanche militaire contre l'Allemagne, toute guerre de revanche. Car cette guerre irait contre la démocratie, elle irait contre le prolétariat, elle irait donc contre le droit des nations, qui ne sera pleinement garanti que par le prolétariat et la démocratie. Aujourd'hui, la paix de l'Europe est nécessaire au progrès humain : et la paix, la paix assurée, la paix durable, la paix confiante entre l'Allemagne et la France, qui a beaucoup fait en Europe pour le mouvement de la démocratie et l'éveil de la classe ouvrière, ne peut pas être à contresens de leur développement. C'est pourquoi, nous socialistes français, en répudiant ici devant vous toute pensée de guerre, toute revendication armée, en adjurant la France et l'Allemagne de renoncer à toute antagonisme latent, à toute suspicion réciproque, et de concerter leur action pour l'affermissement de la paix, nous croyons servir, avec l'intérêt du prolétariat international, le plus haut intérêt de notre nation comme de la vôtre. Je puis, sans contradiction et sans embarras, parler ici tout à la fois en socialiste international et en fils de cette France qui a, sans doute, dans sa longue histoire, commis bien des fautes, qui, de Charles VIII à Louis XI et de celui-ci à Napoléon, a trop souvent abusé de son unité nationale constituée avant les autres, pour brutaliser et offenser les nations morcelées encore et inorganisées ; qui, même sous la Révolution, a mêlé trop vite une ivresse de domination et d'orgueil au pur enthousiasme de la liberté universelle et de l'Humanité ; qui a laissé déflorer, comme dit votre poète Herwegh, par la brutalité conquérante de ses soldats, la liberté qu'elle offrait au monde comme une fiancée ; qui, s'étant portée d'abord d'un mouvement héroïque à l'extrémité de la révolution et de la démocratie, n'a pu s'y maintenir, et a subi des vicissitudes de liberté et de réaction, parfois même un horrible mélange césarien de démagogie et d'esclavage ; qui a porté dans sa politique extérieure les contradictions ou les ambiguïtés de sa politique intérieure, aidant de sa sympathie, ou même de son effort, les nationalités à naître, et les arrêtant aussitôt à moitié développement ou les contrariant d'une jalousie secrète ; qui a payé d'un morceau de son âme et de sa chair les imprudences et les incohérences de ce despotisme napoléonien, dont elle fut tout ensemble la complice et la victime ; mais qui, à travers toutes ses étourderies, tous ses envirements et toutes ses défaillances, a donné sans compter le meilleur de son sang pour les plus grandes causes, qui, la première, a ébranlé le vieux monde féodal et absolutiste, et la première a combattu le nouvel égoïsme bourgeois ; qui met au service de l'humanité des dons admirables : une fine et profonde culture, un instinct démocratique et républicain, la clarté de l'esprit et de la volonté, la rapidité de la décision,

l'élan de la sympathie, et qui, aujourd'hui, ramenée par la dureté des événements et la salubre croissance des autres peuples à une appréciation plus exacte du rôle de tous et de chacun, reste une des grandes forces de progrès humain et de libération ouvrière, une force nécessaire et inviolable, résolue, dans la limite de son droit, à ne se laisser ni violenter ni humilier. Oui, je parle ainsi de la France, sans embarras aucun, devant vous, socialistes d'Allemagne, parce que je sais que dans votre conscience vous vous efforcez de juger impartialement votre pays, comme nous nous efforçons de juger impartialement le nôtre. Ce fut pour nos deux nations, il y a trente-cinq ans, une grande faillite d'idéalisme, que nous ne soyons arrivés que par le chemin de la guerre, nous à la République, vous à l'unité. Ainsi, nous paraîtrons les uns devant les autres sans prétention exclusive et arrogante, et nous ne nous souviendrons du passé que pour faire tous ensemble le serment d'abjurer tout orgueil, toute haine, toute défiance, de travailler tous ensemble, d'un même cœur, à fonder la paix définitive de l'Allemagne et de la France, pour que les deux prolétariats puissent se donner tout entiers à l'œuvre d'émancipation, pour que les deux peuples puissent se donner tout entiers à l'œuvre de civilisation. Dans cette capitale de Berlin, où nos soldats sont entrés avant que les vôtres n'entrent à Paris, nous voulons resserrer, nous voulons proclamer devant le monde le pacte d'union de la classe ouvrière française et de la classe ouvrière allemande. Nous voulons rejeter ensemble toute pensée de violence internationale, nous voulons détester et dénoncer ensemble tous ceux, quels qu'ils soient, qui chercheraient à mettre aux prises les deux nations. Nous voulons opposer la diplomatie pacifique, ouverte, loyale du prolétariat international, à la diplomatie imprudente, avide ou cauteleuse des gouvernants capitalistes et des gouvernants féodaux. Et nous vous devons compte des efforts que nous faisons dans notre pays pour déjouer les manœuvres suspectes, et prévenir les entraînements funestes, comme vous nous devez compte des efforts faits par vous dans votre propre pays contre le chauvinisme arrogant et agressif.

* * *

Quelle action avons-nous donc exercée dans notre pays ? Nous n'avions pas besoin de lui conseiller la paix. La France est résolument, profondément pacifique. Elle ne veut pas risquer à la légère son existence nationale. Elle ne veut pas se détourner, pour les aventures stériles de la force, de l'œuvre de libération intellectuelle qu'elle accomplit, de la réforme sociale qu'elle prépare. Elle a éliminé le césarisme, elle refoule d'un incessant effort le nationalisme et on peut dire que si la nation française était conduite à la guerre, ce serait ou par une agression du dehors, ou par l'effet indirect et imprévu de combinaisons dont elle n'aurait pas mesuré les conséquences. Et notre effort est de la mettre en garde contre les surprises d'une politique dont elle n'aurait pas calculé les effets. En soi l'alliance franco-russe n'a jamais été offensive. Ceux qui rêvaient d'en faire un instrument de combat contre l'Allemagne n'étaient qu'une minorité infime et vraiment une quantité négligeable. Marx et Engels avaient prévu que les événements de 1870 jetteraient un jour la France dans l'alliance russe. Mais cette alliance n'avait pour l'ensemble du peuple français qu'une valeur défensive, elle n'était à ses yeux qu'un moyen d'équilibre et de sécurité. Si elle avait gardé nettement ce caractère, si elle n'avait pas été dénaturée et abaissée par nos classes dirigeantes, nous n'aurions pas eu, malgré la différence des institutions, des objections décisives à y opposer, car le premier droit et le premier devoir d'une nation est de vivre : la Double Alliance et la Triple Alliance pouvaient se servir mutuellement de contrepoids. Mais à l'heure même où l'alliance franco-russe commençait à se préciser, la réaction politique et sociale arrivait au pouvoir en France. De 1890 à 1900 c'est elle qui prévalait : une grande partie de la bourgeoisie républicaine, effrayée par les progrès du socialisme et de l'organisation ouvrière, se rejetait vers les anciens partis et concluait avec eux, sous l'inspiration du cléricalisme, un pacte de résistance. Le premier soin des réacteurs fut de tirer à eux l'alliance franco-russe, de lui donner la marque de leur politique. Ils proclamèrent à l'envi que la France républicaine ne garderait l'amitié de la Russie tsariste que si les républicains étaient très sages, très modérés, très conservateurs. Et pour serrer ce lien, pour en faire un nœud d'étranglement, pour ôter au pays toute liberté d'esprit et toute faculté critique, ils grossirent de parti pris les périls que la France aurait à courir sans l'alliance, les services et la nécessité de celle-ci.

Ainsi, ils donnèrent à la France, dans un pacte qui n'aurait pu valoir que comme une égale et mutuelle garantie de paix, une situation subalterne et humiliée. De là deux conséquences funestes, l'une intérieure, l'autre extérieure. Au dedans, le tsarisme, exploité par nos gouvernants contre la tradition l'évolutionnaire de la France, aggravait le poids de la réaction française d'une partie au moins du poids de la servitude russe. Au dehors, la France perdait tout contrôle de l'alliance ; c'est la Russie seule qui en fixait le sens. C'est la Russie seule qui en déterminait la direction ; elle put transformer un pacte de mutuelle garantie en un pacte d'aventure dont la France devait payer les frais et dont la Russie du tsar devait recueillir le bénéfice présumé. Ainsi, la France républicaine devint en Extrême-Orient la servante des ambitions et des imprudences de la Russie. Cette funeste application de l'alliance faussa dès lors tous les événements européens, toutes les relations européennes. L'entente de la Russie, de l'Allemagne et de la France, qui aurait été excellente et admirable si elle avait eu pour objet le maintien de la paix, devenait dangereuse et détestable lorsqu'elle se tournait contre le Japon, lorsque, par le traité de Simonosaki, elle servait en Extrême-Orient les calculs et les convoitises russes. Là encore, la France ne voulait pas la guerre, mais ayant été mise par les réacteurs sous la tutelle de la Russie, n'étant plus pour celle-ci qu'une alliée en sous-ordre, la France préparait inconsciemment les conflits qui devaient éclater plus tard : elle fomentait à son insu des aventures où elle risquait un jour d'être entraînée, et la même politique réactionnaire qui compromettait la liberté mettait la paix en péril. La politique française était attachée et suspendue à la politique russe comme une nacelle à un ballon. Et ce ballon énorme, tout gonflé d'orgueil autocratique, pouvait emporter au loin, dans les espaces et les aventures d'Extrême-Orient, la politique de la France. Que ce ballon se dégonfle, que son enveloppe fragile et gâtée se déchire : c'est tout le destin de la France qui se précipite d'une chute formidable. Voilà le péril que les socialistes français ont sans cesse dénoncé à la nation, trop longtemps dupée par des manœuvres de

réaction. Et si la France s'est ressaisie avant les suprêmes imprudences, si elle ne s'est pas laissée entraîner dans le conflit d'Extrême-Orient, si elle ne s'est pas livrée sans réserve au dérèglement de la politique tsariste, si elle n'a pas permis que la neutralité fût violée au profit des escadres russes à ce point de scandale qui aurait rendu impossible le maintien de la paix, c'est pour une part à la prévoyance du parti socialiste qu'elle en est redevable. Aujourd'hui, et jusqu'à nouvel ordre, cette alliance ne vaut plus, ni comme garantie ni comme danger. Elle est pratiquement comme si elle n'était pas. Un jour sans doute prochain, quand la nation russe, sauvée du désespoir, de la servitude et du l'oppression par l'héroïque effort des socialistes et des libéraux, aura conquis le contrôle et la direction du gouvernement, cette Russie nouvelle, cette Russie du peuple sera pour toutes les nations de l'Europe une garantie, elle ne sera pour aucune une menace et un danger. Elle aura besoin de la paix avec tous pour refaire sa vie, pour développer ses ressources intérieures. Elle ne servira pas les uns contre les autres. De tous les peuples de l'Allemagne comme de la France, la sympathie des démocrates, des libéraux, des socialistes, va vers cette Russie de la liberté et de la loi ; elle sera donc un lien de plus entre toutes les forces de la démocratie européenne.

Mais pendant qu'évoluait ainsi le drame de l'alliance franco-russe ouvert comme une promesse de paix, continué par la réaction en une manœuvre équivoque, et qui s'abîme maintenant dans une catastrophe où la France aurait pu sombrer comme la Russie, un autre drame se nouait, dont la dernière péripétie a mis brusquement face à face la France et l'Allemagne.

Depuis 1898 ou 1900, depuis la grande crise de l'affaire Dreyfus, la France échappait peu à peu à la réaction. Et à une politique intérieure nouvelle correspondait en quelque mesure une politique extérieure nouvelle.

Les gouvernants continuaient à proclamer l'alliance franco-russe. Ils continuaient à la pratiquer dans l'esprit d'humilité et de dépendance que lui avait décidément communiqué la réaction. Mais ils élargissaient, presque malgré eux, le cercle des relations de la France. Et cette fois, c'est avec des peuples libres, c'est avec cette Italie moderne dont la monarchie a dû accepter le concours de la révolution, c'est avec l'Angleterre qu'ils formaient des ententes ou des amitiés. Tous les socialistes, tous les républicains français se réjouissaient de ce renouvellement, de cet élargissement de la politique extérieure de la France. Dans la réconciliation avec l'Italie, dans le rapprochement avec l'Angleterre, ils saluaient une garantie nouvelle pour la paix, pour le développement de l'esprit de liberté en Europe. Il leur plaisait que la politique extérieure de la France ne fut point marquée par l'empreinte exclusive de l'alliance russe.

Ils se laissaient aller à l'espérance qu'entre la Double Alliance et la Triple Alliance s'établiraient des contacts, des communications, et qu'ainsi une sorte de concert européen assurerait la paix générale et le droit de tous les peuples. C'était là, je vous l'affirme, la pensée presque unanime des Français. Ils ne songeaient pas à tourner contre l'Allemagne ces ententes multipliées, à l'envelopper et à la cerner par tout un système d'alliances convergentes et dirigées contre elle. Pourtant, là était le péril. Là pouvait être, pour une diplomatie imprévoyante et infatuée, la tentation. Qui sait si, dans le secret de ses combinaisons orgueilleuses et vaines, elle ne chercherait point à systématiser ces alliances ou ces traités et à isoler artificiellement l'Allemagne ? Je ne sais pas si ce plan, d'ailleurs chimérique et absurde, a été formé. Je ne sais pas si notre diplomatie a jamais regardé en face ce dessein et les conséquences extrêmes auxquelles il conduisait nécessairement. Mais c'était déjà trop que quelques indices, quelques attitudes, permissent de le supposer. C'était déjà trop, pour la paix de l'Europe et pour la tranquille évolution des démocraties, que l'Allemagne put prétendre avec quelque apparence que la diplomatie française essayait de l'envelopper. Je revendique comme un titre d'honneur pour les socialistes français d'avoir pressenti le danger, de l'avoir signalé dès la première heure, dès que la nouvelle diplomatie française commençait à dessiner sa courbe. Et nous avons voulu qu'aucune équivoque ne subsistât, qu'aucune ombre ne demeurât. Dès les premières réunions, dès les premières manifestations où participèrent à Paris des délégués italiens et anglais, nous déclarâmes avec insistance que les ententes n'avaient rien d'exclusif et d'agressif, qu'elles devraient peu à peu s'étendre à toute l'Europe. Quand, au mois de novembre dernier, est venu devant la Chambre l'accord franco-anglais, j'ai, pour ma part, très fortement insisté en ce sens : « Prenez garde, disais-je, que l'accord anglo-français puisse être interprété par une partie de l'opinion européenne comme une coalition des jingoes anglais et des nationalistes français. Dites bien qu'il n'y a dans cet accord aucune pointe cachée contre l'Allemagne. » Et une fois de plus, je démontrerais la nécessité pour la France, dans l'intérêt de la France elle-même et de la civilisation de compléter par une entente loyale et durable avec l'Allemagne tout le système d'alliances ou d'amitiés sur lequel elle fonde sa politique. Mais je vous le déclare encore une fois : si l'opinion française n'a pas été assez sensible dès le premier jour aux avertissements du parti socialiste, ce n'est pas qu'elle donnât à l'accord franco-anglais une signification exclusive ou agressive ; ce n'est pas qu'elle eut formé en secret contre l'Allemagne un mauvais dessein. Non, c'est qu'elle ne s'est pas rendu d'emblée un compte suffisant des intérêts que l'Allemagne pouvait avoir au Maroc.

Dès qu'elle en a été avertie, elle a tenu à dégager sa pensée de toutes les équivoques dont une diplomatie insuffisamment contrôlée l'avait enveloppée. Elle a déclaré bien haut que, ni dans aucune autre question, elle n'entendait se prêter contre l'Allemagne, contre ses Intérêts, contre sa politique à des desseins d'hostilité. Je le répète, c'est là la vraie pensée de la France. En l'exprimant, elle ne cède à aucune pression extérieure : elle affirme pour le monde ce qui est dans sa conscience et de sa volonté. Et laissez-moi vous le dire : s'il a apparu dans cette crise que même sous le régime parlementaire, même sous le régime républicain, le gouvernement des affaires extérieures échappait trop souvent au contrôle immédiat de la nation, il a apparu aussi que les institutions de liberté étaient une garantie pour la paix, que la responsabilité des ministres devant la volonté nationale et devant le Parlement était un frein à bien des imprudences, un correctif à bien des fautes.

Mais si notre diplomatie a sa part, sa lourde part de responsabilité dans la crise qui a mis un moment en émoi les deux peuples, votre diplomatie aussi a ses responsabilités. Sa faute la plus grave, c'est de n'avoir pas averti à temps et assez nettement l'opinion française du prix qu'elle, attachait aux intérêts de l'Allemagne au Maroc et des inquiétudes que l'accord franco-anglais lui inspirait à cet égard. Il y a bien eu des réserves faites dès le début par votre chancelier, et mon ami le citoyen [Vaillant](#) les rappelait à la tribune pour bien marquer la responsabilité de notre diplomatie ; mais comme ces réserves étaient incertaines et quel contraste avec le coup de tonnerre qui a suivi ! Si le souci de ménager les transitions caractérise l'art classique, il n'y a rien eu de moins classique que la conduite de toute la diplomatie allemande en cette affaire : c'est un air de flûte qui a fini en ouragan. Il est vrai que votre diplomatie dispose de moyens éclatants dont la diplomatie d'une république ne peut pas fournir l'équivalent. Mais si l'on veut vraiment maintenir et assurer la paix, si l'on veut permettre à un grand peuple voisin, qui a été meurtri par le destin, mais qui a gardé toute sa fierté, de contracter avec l'Allemagne une entente honorable, il vaut mieux peut-être résoudre les difficultés par des procédés moins heurtés.

Mais ce qui a profondément blessé la conscience française, ce qui a révolté tous les Français, des socialistes aux conservateurs, c'est la prétention émise par quelques journaux et par quelques docteurs de faire de la France une sorte d'otage, s'il survenait un conflit entre l'Allemagne et l'Angleterre. Ce qui serait intolérable, c'est qu'on attendit de notre pays qu'il rompît avec l'Angleterre, qu'il dénonçât le pacte de bon accord qu'il a conclu avec elle, pas plus que nous ne voulons d'un accord avec l'Angleterre qui serait dirigé contre l'Allemagne, nous ne voulons acheter le rapprochement avec l'Allemagne par une rupture avec l'Angleterre. Il nous paraît possible de vivre en harmonie avec les deux pays, dans un esprit de modération et d'équité. Si on attendait de nous, directement ou indirectement, une répudiation de l'amitié franco-anglaise, nous serions irréductibles ; et si on prétendait nous entraîner malgré nous dans une action hostile à l'Angleterre, nous résisterions jusqu'au dernier souffle. Car, d'abord, une nation qui ne peut pas disposer librement de son amitié est une nation esclave ; et, pour la nation serve comme pour l'individu serf, la vie ne vaut pas la peine d'être vécue. Et puis, l'entente de la France et de l'Angleterre est une victoire de la civilisation et une garantie pour la paix. Que les deux peuples longtemps divisés aient su dissiper les malentendus, dominer les défiances, c'est un effort de sagesse et de raison, et un salutaire exemple. A cet accord rétabli entre la France et l'Angleterre, nous tenons d'autant plus, nous socialistes, qu'il a été préparé par les travailleurs anglais et les travailleurs français. Au lendemain même des incidents qui avaient failli mettre aux prises l'Angleterre et la France, ce sont les délégués des Trade-Unions anglaises qui sont venus à Paris, à la Bourse du Travail, proclamer les premiers la nécessité d'un rapprochement. Quand donc nous défendons l'entente franco-anglaise, et contre ceux qui veulent en dénaturer le sens en lui donnant une interprétation agressive, et contre ceux qui voudraient la briser pour entraîner la France dans l'orbite d'une autre politique, nous défendons un fragment de l'œuvre internationale de la classe ouvrière.

Déjà cette entente de la France et de l'Angleterre a servi la paix du monde en localisant le conflit de la Russie et du Japon. Elle la servira encore en contribuant à améliorer les rapports de l'Allemagne et de l'Angleterre. La France ne prétend pas au rôle présomptueux et redoutable d'arbitre. Et si la téméraire expansion de leur politique mondiale devait mettre aux prises l'Angleterre et l'Allemagne, la France ne suffirait certainement pas à prévenir le conflit. Elle y peut aider cependant en ne le compliquant pas.

Les situations les plus dangereuses sont les situations troubles. Ce qui a rendu brusquement la question marocaine redoutable, c'est qu'elle était un mélange confus de conflits multiples ; c'est que la rivalité économique de l'Angleterre et de l'Allemagne s'y compliquait obscurément des griefs ou des défiances de l'Allemagne et de la France. Dégager ces situations confuses, filtrer ce mélange trouble, c'est préparer le règlement pacifique des difficultés, car chacune des causes de conflit, une fois isolée et précisée, est plus facile à résoudre.

Quand donc la France proclame qu'elle n'a d'autre souci que celui de la paix, qu'elle ne veut s'associer en aucun cas à une politique d'hostilité de l'Angleterre contre l'Allemagne, ou de l'Allemagne, contre l'Angleterre, quand elle affirme qu'elle veut maintenir loyalement son entente amicale avec l'Angleterre, sans jamais la laisser dégénérer en une coalition violente ou sournoise contre l'Allemagne, elle dissipe, autant qu'il dépend d'elle, les conclusions et les équivoques d'où la guerre, un jour, pourrait sortir.

C'est au prolétariat international, avertissant et aiguillonnant la conscience universelle, à exercer dans le sens de paix l'action décisive. Tout conflit qui mettrait aux prises l'Allemagne, l'Angleterre, la France, ou deux seulement de ces peuples, serait un désastre pour l'humanité. Ils sont tous les trois des forces nécessaires de la civilisation : liberté politique et parlementaire, liberté individuelle, liberté religieuse, démocratie, science, philosophie, socialisme : quelle est la conquête du genre humain, conquête d'hier ou conquête de demain, qui ne serait pas menacée par la rivalité sanglante de ces trois peuples ? Quelle est la partie du patrimoine humain qui ne serait pas compromise, je ne dis pas par la disparition, mais par la diminution d'une seule de ces grandes forces ? En vérité, ces peuples ont un meilleur emploi à faire de leur génie que de déchaîner sur le monde des forces de haine et de destruction. La lutte de l'Allemagne et de l'Angleterre se disputant par le canon le marché universel ferait revivre toutes les douleurs, toutes les tragédies de l'époque napoléonienne. Qui donc prendrait la responsabilité de ce cataclysme ? Et ce cauchemar ne peut-il être dissipé ?

Quand s'engagea, il y a plus d'un siècle, la lutte formidable de l'Angleterre et de la France révolutionnaire devenue bientôt la France napoléonienne, des forces si diverses et si confuses conspiraient à la guerre qu'il était sans doute au-

dessus de l'esprit humain de la conjurer. Ce n'était pas seulement une rivalité d'intérêts économiques et coloniaux qui mettait aux prises les deux peuples ; leur conflit s'agrandissait et s'aggravait de toutes les forces de dissension qui travaillaient l'univers. La France défendait contre le vieux monde sa liberté révolutionnaire : l'Angleterre défendait contre la démocratie absolue le privilège politique de ses classes dirigeantes. Il y avait sans cesse, pour reprendre un mot de Saint-Just, plusieurs orages dans le même horizon ; ou plutôt la guerre de l'Angleterre et de la France était comme l'orage central et dominant, alimenté par toutes les nuées qu'apportaient tous les souffles, grossi par tous les orages de l'humanité bouleversée. Et contre cet universel déchaînement de la tempête, il n'y avait aucune force organique de paix.

La Révolution avait d'abord, en ses premiers jours d'innocence et d'espérance, rêvé la paix universelle et perpétuelle. Mais bientôt, par un terrible paradoxe, elle-même était devenue la guerre ; c'est par la guerre seulement qu'elle parvint à se débarrasser de l'obscur trahison royale en la rendant sensible à tous les yeux ; et ce n'est pas seulement pour se défendre contre l'agression du vieux monde, c'est pour se délivrer de ses propres incertitudes que la Révolution avait déchaîné le combat. Etant devenue elle-même une nuée de guerre, comment aurait-elle pu éteindre les éclairs qui jaillissaient de toutes parts ?

Aujourd'hui, au contraire, quelle que soit la violence de la concurrence économique, quel que soit le péril des compétitions coloniales, ce conflit n'est pas aggravé entre les peuples par un conflit politique et social. Toutes les grandes nationalités sont constituées : et, malgré les différences secondaires de régime, elles participent toutes à la même évolution générale. Il n'y a pas un peuple qui représente contre un autre un système politique et social. Partout, selon un rythme différent mais dans une direction identique, la démocratie s'organise, le prolétariat se meut. Heurtez aujourd'hui l'une contre l'autre l'Allemagne, la France, l'Angleterre. il vous sera impossible de dire quelle est l'idée qui est engagée dans le conflit. Or, ce n'est pas manquer au matérialisme historique, c'est l'interpréter au contraire dans son vrai sens que de dire que les conflits des intérêts économiques, pour atteindre toute leur ampleur et se déchaîner dans toute leur violence, ont besoin de se déguiser pour eux-mêmes et pour le monde en conflits d'idées. Maintenant ce déguisement est impossible. Ceux qui chercheraient à mettre aux prises l'Angleterre et l'Allemagne seraient obligés de s'avouer à eux-mêmes et à l'humanité tout entière que la seule âpreté de la concurrence capitaliste suscite et légitime le conflit. Or, le capitalisme, quelles que soient son audace et son impudence, n'aime pas à être surpris de la sorte à l'état de nudité ; et il a si souvent couvert ses méfaits de prétextes honnêtes, qu'il ne reste plus de feuilles au figuier.

D'ailleurs, pour surveiller toutes les manœuvres, pour les dénoncer et les déjouer, il y a un prolétariat international qui est une force organique de paix. Il n'a pas jailli, comme la démocratie révolutionnaire de 1792, d'un foyer national dominant les autres foyers nationaux. Il s'est formé dans tous les pays à la fois selon la mesure du développement économique. Son destin n'est pas lié, même momentanément, au destin de tel ou tel peuple : il se confond avec toute l'évolution de toute l'humanité, et le crime suprême, l'attentat suprême, qui puisse être commis contre lui, c'est de jeter les uns contre les autres les diverses fractions nationales de la grande patrie internationale. Peut-être n'y a-t-il plus au monde un seul gouvernement, si solide soit-il, peut-être n'y a-t-il plus une seule classe dirigeante, si avisée soit-elle, qui puisse risquer impunément de soumettre à cette épreuve la conscience du prolétariat universel.

Celui-ci veut garder toute sa force, toute son énergie pour lutter contre l'injustice sociale, contre la misère, contre l'ignorance, contre l'oppression et l'exploitation du capital. Il veut résorber dans la grande paix de la propriété sociale, de la propriété commune, la guerre des classes, et dans l'harmonie de la production socialiste cette anarchie capitaliste qui est aujourd'hui le principe le plus actif et comme le ferment des guerres internationales. Il est la force vivante, et il veut créer de la vie, une vie toujours plus haute et plus joyeuse ; il ne veut plus que la race humaine soit vouée aux œuvres de mort. C'est là, citoyens, le sens de notre réunion d'aujourd'hui. C'est le sens de tous les efforts du prolétariat sur tous les points du globe. Les alarmes et les crises que nous traversons vont surexciter partout l'action de la classe ouvrière. Partout elle redoublera d'efforts pour grouper et fédérer ses énergies, pour fortifier et étendre ses syndicats, pour accroître et unifier son action politique, pour multiplier ses congrès internationaux corporatifs et socialistes, pour nouer maille à maille le réseau de solidarité et de paix, le filet prolétarien dont, peu à peu, elle enveloppe le monde. Partout elle luttera avec une passion accrue, pour conquérir le pouvoir politique, pour élargir et assouplir à son profit la démocratie, pour transformer les armées de métier et de castes en milices populaires, protégeant seulement l'indépendance des nations, en attendant le désarmement simultané de toutes les nations. Dans cette œuvre patiente, incessante, la classe ouvrière internationale sera soutenue par un magnifique idéal de Révolution. Au bout de ses efforts, c'est l'entière possession du pouvoir politique, c'est l'entière rénovation du système social qu'elle entrevoit, et ses efforts ne valent pour elle, ses minutieuses conquêtes quotidiennes n'ont de prix à ses yeux que parce qu'ils préparent à l'entière libération du travail et de la race humaine.

Le prolétariat universel sent en lui la double force révolutionnaire de la nature, la force d'éruption et la force d'érosion de la lave qui soulève et de la vague qui use ! En Russie, aujourd'hui, c'est la lave ; ailleurs, c'est le flot ; tantôt, c'est l'éboulement, tantôt c'est l'effritement. Et toutes ces actions partielles, toutes ces conquêtes partielles, se communiquent de peuple à peuple ; toutes ces commotions nationales se propagent, qui dira le retentissement et les contre-coups possibles de la révolution russe où la classe ouvrière aura eu une si large part ? Quelle force de libération générale pourra émaner un jour de la France républicaine affranchie des castes du passé et de la tutelle d'Eglise, si elle parvient (comme je l'espère), à rallier au socialisme ouvrier ses millions de paysans démocrates, tons les jours plus libres d'esprit ? Et quelle conséquence aura pour l'équilibre du monde et pour l'affranchissement du travail l'avènement politique de cette démocratie socialiste allemande qui, par sa croissance continue, à peine marquée de dépressions

passagères, ressemble, en effet, à une force naturelle d'une lente et irrésistible poussée ? C'est ainsi que nous mettons en commun les efforts et les espérances. C'est ainsi que s'établit une vie internationale ouvrière et socialiste, capable de réagir sur le désordre des antagonismes nationaux : si bien qu'enfin, notre volonté de justice sociale donnera un corps au rêve d'universelle paix qui a visité sans cesse comme une ironie atroce ou comme un réconfort illusoire toutes les mêlées d'égorgeant, de haine et de meurtre où l'humanité des races, des castes, des classes, depuis des milliers de siècles, a ensanglanté son âme et ses mains.

Et qui donc au monde, dans tous les partis et toutes les classes, peut opposer un idéal à notre idéal ? Se trouvera-t-il quelqu'un, se trouvera-t-il un parti, une classe, pour assumer la responsabilité définitive du régime d'insécurité, d'iniquité et de barbarie où les peuples s'attardent ? Quelqu'un osera-t-il soutenir que c'est la Le terme de l'évolution humaine ? Ceux-là mêmes qui détestent le plus violemment le socialisme et qui le méprisent le plus sont obligés, si seulement ils pensent, de chercher au delà du régime d'aujourd'hui. C'est votre Nietzsche qui a le plus accablé la morale envieuse, jalouse et basse du socialisme, morale d'amoindrissement et d'abêtissement, morale d'esclaves faisant suite à la morale d'esclaves de la démocratie, à la morale d'esclaves du christianisme. C'est lui qui a le plus raillé l'attendrissement débile, le bouddhisme assoupissant que l'égalité certaine et la paix certaine inoculeraient aux hommes. Il n'a pas vu que sur la base d'une organisation sociale de solidarité et de justice toutes les activités individuelles pourraient faire leur œuvre. Il n'a pas vu que dans le monde humain apaisé et harmonisé par la loi fondamentale de la propriété socialiste, d'innombrables combinaisons s'offriraient aux initiatives et aux affinités électives des individus.

Le monde apaisé sera plus riche de diversités et de couleurs que le monde tumultueux et brutal. C'est la guerre qui est uniformité, monotonie, refoulement : « L'arc de la paix » avec toutes ses nuances est plus varié que le violent contraste de la nuée sombre et de l'éclair dans le déchaînement de l'orage. Quand Nietzsche fait appel pour diversifier le monde et pour relever l'homme à une aristocratie nouvelle, il oublie de se demander sur quelle base économique s'appuierait, dans le monde transformé, cette aristocratie de privilège et de proie. Mais enfin ce n'est pas dans l'enceinte de nationalités exclusives et jalouses qu'il prévoit le large développement des individualités humaines. Il affirme sans cesse que l'homme nouveau doit être avant tout « un bon Européen », que l'Europe va vers l'unité, et qu'il faut qu'elle y aille. Mais comment Nietzsche lui-même pourrait-il nier que c'est l'action du prolétariat socialiste qui est dès maintenant, et qui sera de plus en plus la force décisive d'unification de l'Europe et du monde ? Ainsi cette partie même de l'élite intellectuelle qui combat le socialisme est obligée, quoi qu'elle en ait, de lui rendre témoignage. Il n'est pas facile de dominer le socialisme, de le dépasser. Toute pensée qui s'élève et qui cherche vers l'avenir rencontre un des souffles, un des courants de la pensée socialiste.

Et ceux-là aussi qui ont proclamé que la guerre est la nécessaire et sévère éducatrice des hommes voient leur idéal se dérober. Car les générations s'écoulent dans l'attente inquiète de la guerre sans en recevoir la rude discipline. Les vastes collisions deviennent trop rares, malgré tout, et trop incertaines pour avoir une vertu. Le militarisme n'est guère plus, durant de longues périodes, qu'une bureaucratie énorme dont les facultés techniques subsistent peut-être encore, mais dont le ressort moral se dissout dans l'équivoque d'une fausse guerre et d'une fausse paix. Les hommes sont pliés sous le fardeau de la paix armée, et ils ne savent pas si ce qu'ils portent sur leurs épaules, c'est la guerre ou le cadavre de la guerre. La haute probabilité du péril prochain, la certitude du sacrifice imminent, la fréquente familiarité de la mort joyeusement acceptée ne renouvellent plus dans le militarisme administratif les sources de la vie morale. La somnolente barbarie de la paix armée est comme un marais dormant, où plonge l'illusoire reflet de nuées ardentes. Quand donc le socialisme international s'organise pour assurer la paix entre les peuples par la suppression du privilège capitaliste et par l'émancipation du travail, ce n'est pas seulement contre l'injustice et la violence qu'il s'efforce ; mais il lutte aussi contre les ambiguïtés et les contradictions qui faussent à la longue la vie morale des peuples. Pour cette grande œuvre de révolution sociale et morale, le prolétariat allemand et le prolétariat français peuvent beaucoup par leur union, par leur action commune. Notre devoir est haut et clair toujours propager l'idée, toujours espérer, toujours lutter jusqu'à la définitive victoire de la démocratie socialiste internationale, créatrice de justice et de paix.